

Procès-verbal de la réunion commune du Comité militaire et du Comité exécutif d'armement de l'Union occidentale (Londres, 19 mai 1949)

Légende: Le 19 mai 1949, le Comité militaire et le Comité exécutif d'armement se réunissent à Londres pour discuter des programmes de production proposés dans le cadre de l'effort de production additionnel de l'Union occidentale.

Source: National Archives of the United Kingdom, Kew. <http://www.nationalarchives.gov.uk>, Records of international organizations, DG. Copies of records of the Brussels Treaty Organisation and Western European Union. Brussels Treaty Organisations and Western European Union: Microfilm copies of files, DG 1.

Organisation de défense de l'Union occidentale. Procès-verbal de la réunion commune du Comité Militaire et du Comité Exécutif d'Armement, M.C.(49), SEC (49). Londres: 19.05.1949. 10 p.

Copyright: (c) WEU Secretariat General - Secrétariat Général UEO

URL:

http://www.cvce.eu/obj/proces_verbal_de_la_reunion_commune_du_comite_militaire_et_du_comite_executif_d_armement_de_l_union_occidentale_londres_19_mai_1949-fr-f5c3bb99-fac9-45b3-9dca-7d7e873d2587.html

Date de dernière mise à jour: 07/09/2012

METRIC - TOP SECRETTHIS DOCUMENT IS THE PROPERTY OF THE WESTERN UNION DEFENCE ORGANISATIONDECLASSIFIE
UEO 1er MARS 1984

Copy No. 15

M.C. (49) 21ème REUNION
et
SEC (49) 10ème REUNION
LE 19 MAI 1949.TRANSLATIONORGANISATION DE DEFENSE DE L'UNION OCCIDENTALEPROCES-VERBAL de la REUNION COMMUNE du
Comité Militaire et du Comité Exécutif
d'Armement, tenue au 36 Whitehall, S.W.1.
le MARDI 18 MAI 1949, à 10h30.PERSONNEL PRESENTSMajor Général P.L.G. Doorman
(Pays-Bas) (Président)Comité MilitaireGénéral de Division P. Ely (France)
Air Vice Marshal Hudleston (Royaume-Uni)
Major Général M.L.J. Deleval (Belg.)Comité Exécutif d'ArmementColonel Rosart (Belgique)
Ingénieur en Chef Bron
(France)
Mr. Gough (Royaume-Uni)
M. Kruishoer (Pays-Bas)
M. Heisbourg (Luxembourg)ASSISTANT REUNION A LA REUNIONComité MilitaireRear Admiral M.D. Nichell (R.U.)
Major Del Marol (Belgique)Comité Exécutif d'ArmementMajor Waldburger (Belgique)
M. Stinglhanber
Colonel Descroix (France)
Mr. Williams (Royaume-Uni)
Dr. De Vries (Pays-Bas)Etats-UnisMajor Général F. Kibler
Colonel Westphalinger
Colonel H.C. PattisonCanadaBrigadier S.F. Clark
Mr. Ritchie
Mr. WarrenSecrétariatColonel Fauchon de Villeplee (Député Secrétaire Général)
Mr. West Burnham (Secrétaire, Military Supply Board)
Lt. Colonel J.L. de Rougefont (Asst. Secrétaire Général)
Lt. Colonel R.E. Gabbett (Asst. Secrétaire Général)
Mr. le Manson-Field (Interprète)**METRIC - TOP SECRET**

METRIC - TOP SECRETDECLASSIFIED
U.E.O 1er MARS 1984

Le GENERAL DOORLAN préside. Il souhaite la bienvenue au Comité Exécutif d'Armo-ment au 36 Whitehall.

Les membres ont sous les yeux une Note^x du Secrétaire Général relative aux indications préliminaires reçus au sujet des priorités militaires et un rapport^y du Comité Exécutif d'Armo-ment sur les programmes de production proposés dans le cadre de l'effort de production additionnel de l'Union Occidentale pour 1949/1950 et 1950/1951.

Le PRESIDENT dit que trois points demandent discussion. Ce sont les suivants :

- (a) les chiffres sont-ils en accord avec les besoins et priorités militaires ?
- (b) les productions prévues pourront-elles être effectivement atteintes dans le temps indiqué ?
- (c) qu'advient-il de la charge de production que chaque programme a prévu au-delà des limites fixées par le Conseil Consultatif ?

Le Président ajoute que la Conférence trouvera une aide pour l'étude de ces questions dans l'appendice IV à H.D.(49) 12 qui a précisé la responsabilité militaire de chaque pays et dans H.D.(49)1 et W.U. 201/49 qui ont donné des indications sur les priorités.

La Conférence passe ensuite à l'examen point par point du rapport:

Armo

Feuille 11, Poste 45

Le GENERAL ELY demande si le poste concernant l'équipement des ateliers de chargement et des poudreries est acceptable et s'il est conforme à l'esprit général du document.

Il n'y a pas d'objection de la part du Comité Exécutif d'Armo-ment et le paragraphe est approuvé.

Feuille 13, Poste 65, Matériels du Génie.

Le GENERAL ELY demande si le matériel à réparer est entre les mains des troupes ou appartient aux stocks de réserve et Mr. GOUGH répond qu'il n'est pas entre les mains des troupes, mais, si nécessaire, peut-être utilisé par elles.

Feuille 19, Postes 79-81.

Le GENERAL ELY demande si ces Postes (habillement, matériels autres que les matériels de guerre) peuvent légitimement figurer sur les programmes. Il estime que les priorités militaires sont telles qu'il faut concentrer les efforts sur les armements et que les autres matériels ne devraient pas figurer sur ce programme d'effort additionnel.

x W.U. 201/49
ø SEC (49)37

- 1 -

METRIC - TOP SECRET.

METRIC - TOP SECRET.

UFO 1er MARS 1984

LE LT.COLONEL ROSART fait remarquer que ces types de matériels ont été exclus du questionnaire américain.

MR. GOUGH dit qu'il faut éviter de compromettre les programmes de production en cours et que ce facteur peut obliger à maintenir la production de certains matériels dans certains pays malgré leur faible degré de priorité militaire.

LE GENERAL ELY précise qu'à son point de vue de tels matériels, s'ils peuvent normalement figurer au Budget ordinaire de chaque pays, ne paraissent pas rentrer tout-à-fait dans le cadre du présent document.

Feuille 20, Postes 83-85

LE GENERAL ELY dit qu'il a les mêmes observations à faire que ci-dessus.

Forces Aériennes.

Feuille 2, Poste 4

LE GENERAL ELY se demande si le matériel d'instruction a sa place dans le présent document.

LE LT.COLONEL ROSART répond que la plupart des matériels envisagés sont des avions remorqueurs de cibles pour l'entraînement des unités anti-aériennes de l'Armée.

Il remarque que le matériel d'instruction de l'Armée a été inclus parmi les priorités de W.U.201/49, mais non celui de l'Air et de la Marine et il demande si cela est intentionnel. Les matériels en question peuvent toutefois être considérés comme nécessaires à l'entraînement de l'Armée.

LE GENERAL DOORMAN souligne que dans M.D.(49)1, page 22, il est également précisé que les avions d'instruction constituent une première priorité.

Feuille 3, Poste 10.

LE GENERAL ELY demande quel est l'emploi des moteurs à réaction mentionnés à ce paragraphe et MR.GOUGH répond qu'ils sont destinés à équiper les forces aériennes tactiques.

Feuille 5, Poste 20 (Approvisionnements autres que les matériels de guerre)

LE GENERAL ELY dit qu'il a les mêmes observations à faire que ci-dessus.

Feuille 6, Postes 21-23 (Avions navals et maritimes)

LE GENERAL ELY dit que c'est là le coeur du problème et qu'il s'agit essentiellement de Marine et non pas de Forces Aériennes. Il dit que les Marines sont les seuls Services de l'Union Occidentale qui soient complètement équipés, ou qui, du moins, soient supérieurs à l'ennemi, puisqu'aucun service ne peut en réalité être regardé comme complètement équipé. Les Marines sont les seuls Services en "sur-puissance". Il pense que toute aide

DECLASSIFIE
U.E.O 1er MARS 1984

43

NETRIC - TOP SECRET

disponible devrait être donnée aux Services qui en ont davantage besoin et il estime qu'il n'est peut-être pas opportun d'inclure une production pour la Marine dans ce programme additionnel. Il ne veut pas sous-estimer l'importance de la Marine, mais il considère qu'à la lumière des besoins et des exigences de la bataille continentale et tenant compte des sommes très faibles consacrées à ces programmes de production additionnelle, d'autres besoins sont à satisfaire avant les besoins navals.

L'IR VICE MARSHAL HUDLESON dit qu'il est impossible de séparer les aspects économiques et de la production des aspects militaires. Il va traiter de ces derniers et demandera à Mr. Gough de traiter des premiers.

Il dit qu'il y a trois problèmes principaux.

- (a) Il est d'accord avec le Général Ely lorsque celui-ci dit que la Marine est le service de l'Union Occidentale le plus fort, mais la bataille principale de l'Europe Occidentale, à son avis, dépend beaucoup de l'action navale en ce qui concerne le ravitaillement, les convois, le transfert des forces d'Afrique en Europe, la situation dans le Moyen-Orient, etc... Il trouverait très grave que l'Union Occidentale perde de vue l'urgence des besoins de la Marine, simplement parce que la Marine se trouve être dans une position plus forte que l'Armée ou les Forces Aériennes.
- (b) Certains des matériels de la Marine demanderont plus de temps pour être mis en état et l'Union Occidentale ne peut se permettre aucun retard superflu.

MR. GOUGH expose le point de vue de la production en précisant que sa déclaration s'applique aussi à la feuille 2, poste 8, et à la feuille 3, postes 9 et 10, de la Section Marine.

Il y a, dit-il deux critères au moyen desquels ces postes doivent être considérés :

- (a) Il a été décidé par les Ministres en mars de ne pas gêner les programmes de relèvement en cours.
- (b) Des déficits ont déjà apparu dans les programmes approuvés par les Ministres (LD (49) 1 et LD (49) 11.)

Il est extrêmement important, du point de vue américain aussi bien que du point de vue de l'Union Occidentale, de maintenir les programmes de production additionnelle dans les limites du programme de relèvement économique, et cette exigence est aussi prioritaire que les priorités militaires. Dans le Royaume-Uni il y a actuellement plein emploi de la main-d'oeuvre et les projets additionnels ont été placés dans des secteurs où ils ne créent pas une concurrence pour les travaux engagés au titre du programme de relèvement. Les dépenses en armement du Royaume-Uni en 1948-49 ont été de Livres 167.500.000 (670 millions de dollars). Elles figurent dans le budget normal et ce chiffre indique qu'il n'y a plus qu'un choix limité de secteurs dans lesquels les projets peuvent être placés. A l'automne dernier,

DOCUMENT
U.E.O 1er MARS 1984

44

METRIC - TOP SECRET.

ces lourdes dépenses ont été augmentées de 200 millions de dollars supplémentaires. De tels ordres n'ont pu être placés que là où il y avait encore une certaine capacité de production et une main-d'oeuvre disponibles.

Avec le programme présent des projets supplémentaires se montant à 105 millions de dollars devront être placés. Le Royaume-Uni se trouve donc obligé de consacrer 20 millions de dollars à la production Navale parce que c'est dans les arsenaux navals seulement qu'il existe encore une capacité de production et une main-d'oeuvre disponibles.

Revenant à la question des déficits militaires et des missions militaires approuvées, il dit que le Royaume-Uni a du consacrer certaines de ses ressources à combler ces déficits : ainsi la France a un déficit en avions navals, la France doit également maintenir ouvertes les routes maritimes dans le Golfe de Gascogne et le Royaume-Uni a des déficits navals comme il est précisé dans I.D. (49)11. Ce sont ces déficits et ces missions auxquels le Royaume-Uni s'est efforcé de faire face. Ainsi, en raison des circonstances économiques, il a été nécessaire, pour le Royaume-Uni, de consacrer certaines de ses ressources à des tâches qui ne peuvent pas être considérées comme étant de première priorité, mais qui donneront à la France et au Royaume-Uni la possibilité de remplir des missions approuvées.

LE GENERAL ELY demande si les dépenses diverses de 11 millions de dollars figurant à la dernière page des programmes dans SEC (49)37 se rapportent aux points qui sont discutés.

MR. GOUGH dit qu'il s'agit de matériels secondaires de l'Armée, mais, depuis que les tableaux ont été dressés, ils ont été dépassés par les événements, car le War Office a maintenant entrepris de prendre ce matériel dans les stocks de réserve, et il a été constaté que pratiquement on ne pouvait pas disposer de possibilités de production supplémentaire sans gêner le relèvement économique général.

MR. GOUGH continue en disant qu'il est tout juste possible qu'il y ait encore quelques possibilités dans l'industrie aéronautique mais certainement pas ailleurs.

LE GENERAL ELY demande alors qu'avant de prendre une décision définitive, il soit examiné si une partie des plans navals ne pourrait pas être consacrée aux avions.

MR GOUGH répond qu'il faudrait d'abord demander au Comité Militaire s'il y aura encore des déficits en avions une fois que ce programme aura été exécuté.

LE GENERAL ELY dit que le Comité Militaire répondra rapidement, mais il se demande si les Pays-Bas, la Belgique et la France ne pourraient pas réduire leurs programmes navals et transférer la différence au programme naval du Royaume-Uni. Elles pourraient ainsi consacrer les crédits supplémentaires disponibles aux programmes de leurs armées et de leurs Forces Aériennes. Il poursuit en disant qu'il pense que le Royaume-Uni pourrait partager ce qu'il produit dans le cadre du programme naval entre les autres pays.

METRIC - TOP SECRET.

DECLASSIFIE
UEO 1er MARS 1984

43

METRIC - TOP SECRET.

MR. GOUGH répond que c'est là une question Militaire. MR BRON ajoute que certaines constructions navales en Belgique, France et Hollande ne pourraient pas être confiées aux arsenaux du Royaume-Uni parce qu'elles sont consacrées à des prototypes de dragueurs de mines.

LE GENERAL ELY propose alors que la Commission Consultative Mer étudie les programmes navals pour voir si certains crédits ne pourraient pas être transférés aux Forces Aériennes et à l'Armée et si la production additionnelle de matériel naval se trouve bien en fait en relation directe avec les plans navals pour la défense de l'Europe Occidentale.

Il souligne le fait que les 15 Ministres, au cours de leur réunion à Londres, ont décidé que les crédits additionnels seraient affectés à l'exécution de plans élaborés en commun par les Cinq Puissances pour la défense de l'Europe Occidentale. Par conséquent, tout emploi de ces crédits par les Marines doit être en relation directe avec le matériel nécessaire pour exécuter les plans navals de défense de l'Europe Occidentale.

MR. GOUGH dit que si le Comité Exécutif d'Armement est saisi par le Comité Militaire de propositions précises au sujet de matériels de l'Armée ou de l'Air qu'il préférerait voir produits par le Royaume-Uni à la place des matériels navals, le Comité exécutif d'Armement étudiera naturellement le problème.

L'AIR VICE MARSHAL HUDLESTON admet le point de vue exprimé par le Général Ely, mais avertit les deux Comités qu'une production additionnelle d'avions éventuelle n'aurait pas d'utilité sans un personnel entraîné pour mettre en oeuvre et entretenir les avions. En ce qui concerne le plan naval commun mentionné par le Général Ely, la Commission Consultative Mer élabore des plans pour les convois et la guerre anti-sous-marine et les communiquera aussitôt que possible.

LE PRESIDENT dit qu'il est probable que les programmes navals ont une priorité militaire inférieure, mais dans M.D.(49)12 il est précisé que la première tâche du Royaume-Uni est de maintenir les communications maritimes et aériennes: seule l'Amirauté Britannique est qualifiée pour juger ce qui est nécessaire pour cela. Il est évident que la Commission Consultative Mer devra réétudier le plan naval, cela entraînera ou non une modification des programmes, mais les dates prévues doivent être respectées. Il pense que l'attention des Chefs d'Etat-Major devrait être attirée sur le fait qu'un pourcentage assez grand de la production du Royaume-Uni est consacré à des besoins navals, mais que, dans la lettre d'introduction, les raisons économiques et militaires devraient être clairement indiquées. Il suggère qu'en même temps il soit recommandé aux chefs d'Etat-Major de demander un plan naval commun. Sur la proposition du Général ELY, il est convenu que la Commission Consultative "Mer" devra commencer immédiatement l'étude d'un plan naval et devra également préciser les raisons qui ont présidé au choix des différents types de matériels navals demandés.

LE PRESIDENT fait remarquer que cela conclut la discussion du premier des trois points qu'il a énumérés au début de la séance.

DECLASSIFIE
U.E.O. 1er MARS 1984

METRIC - TOP SECRET.

Il passe maintenant au second et demande au Comité Exécutif d'Armement si les programmes de production proposés pourront être menés à bien dans le temps indiqué.

LE LT. COLONEL ROSART déclare que les programmes ont été établis en envisageant non seulement les possibilités financières, mais les possibilités de production et que les postes pour 1949-50 sont ceux qui peuvent être achevés dans cette période. De même pour 1950-51. Il est toutefois essentiel que les Ministres donnent leur approbation au cours de la prochaine réunion en sorte que le démarrage puisse avoir lieu en temps voulu. De plus, il est nécessaire de savoir aussitôt que possible ce dont les Etats-Unis pourraient disposer.

MR. BRON demande si les Sous-Commissions du Comité Militaire pourront informer le Comité Exécutif d'Armement aussitôt que possible des différents types de matériels dont la production est demandée.

MR. GOUGH dit que ces programmes sont de simples évaluations de ce que l'Union Occidentale peut commencer à produire vers le 1er Juillet si des demandes fermes de matériels sont faites. Une fois que le Comité Militaire et le Comité Exécutif d'Armement se seront mis d'accord sur les matériels, l'établissement de programmes détaillés pourra commencer immédiatement. Les programmes présents ne doivent pas seulement recevoir l'approbation des Chefs d'Etats-Majors de l'Union Occidentale et du Comité Militaire : il faut aussi que les Etats-Unis fassent savoir si les matériels que l'Union Occidentale se propose de produire ne pourraient pas être plus avantageusement fournis en nature à l'Union Occidentale par les Etats-Unis. Cela est particulièrement vrai pour la France.

LE PRESIDENT dit alors qu'il pense que le Comité Militaire et le Comité Exécutif d'Armement peuvent accepter en principe le programme tel qu'il figure dans SEC (49)37, en gardant présents à l'esprit le problème du programme naval et la nécessité d'obtenir du Gouvernement une décision rapide, sans oublier les décisions nécessaires sur les types de matériels.

LE COLONEL FAUCHON DE VILLEPLETE dit qu'une décision concernant certains types de matériels dépend d'expériences actuellement en cours. Mais le GENERAL ELY dit qu'il faut fixer une limite dans le temps à la période pendant laquelle les types devront être sélectionnés.

MR. GOUGH dit qu'il pense qu'une fois que les postes auront été approuvés, les Sous-Comités chargés de la production pourront commencer l'étude des types de matériels à choisir.

L'AIR VICE MARSHAL HUDLESTON admet que le travail préparatoire peut débuter et fait remarquer qu'aucune décision définitive ne peut être prise tant que les Etats-Unis n'auront pas défini leur attitude vis-à-vis de ce programme additionnel et précisé quels matériels ils pourraient fournir.

DECLASSIFIE
U.E.O. 1er MARS 1984

46

METRIC - TOP SECRET.

LE GENERAL KIBLER dit qu'il ne peut pas, bien entendu, prédire l'action du Congrès, mais convient qu'une liste définitive ne peut pas être arrêtée jusque là. Néanmoins, il maintient qu'une liste de matériels provisoire doit, en attendant, être établie.

LE GENERAL ELY dit que la discussion se trouve amenée au troisième point du Président, à savoir : la réduction des marges qui intéresse particulièrement la France. Il demande si la Conférence doit procéder immédiatement à la réduction des programmes pour les mettre en conformité avec les crédits prévus.

LE PRESIDENT dit que les plans ne doivent pas être rigides, mais qu'il est évident que le programme français est beaucoup trop vaste. La marge dans le cas des autres pays est de l'ordre de 10 à 20% ; dans le cadre des programmes français, elle est de 200%.

LE GENERAL ELY dit alors qu'il réduira le programme Français à une marge comparable à celle des autres pays et qu'il détient une liste des postes qui peuvent être réduits ou supprimés. Il donne cette liste au Secrétariat. (Voir Annexe au présent Procès-Verbal.)

MR. GOUGH estime que c'est là une très utile contribution, et fait remarquer que, de cette façon, la Conférence a abouti à un programme commun de l'Union Occidentale, défini mais souple, et qu'il subsiste dans le document une marge suffisante qui pourra être utilisée lorsque les Etats-Unis donneront des précisions sur l'équipement qui peut ou ne peut pas être fourni par eux.

LE LT. COLONEL ROSERT fait remarquer qu'il n'est pas possible de compléter le questionnaire américain, qui est demandé pour le 1er Juin, jusqu'à ce qu'un programme défini ait été établi.

MR. GOUGH suggère que les réponses au questionnaire soient basées sur les programmes réduits provisoires, susceptibles d'être modifiés ultérieurement si nécessaire.

LE GENERAL KIBLER confirme qu'il est nécessaire que les questionnaires soient complétés à la date prévue, même si les renseignements donnés n'ont pas un caractère provisoire. Les Etats-Unis désirent connaître les chiffres les plus probables qui peuvent être donnés en temps voulu.

LA CONFERENCE DECIDE :

1. Que la Commission Consultative "1er", en liaison avec les représentants du Comité Exécutif d'Armement, sera chargée de :
 - (a) Etudier le programme naval en vue de :
 - (i) voir si, du point de vue naval, il est possible de renoncer à certains crédits navals; fixer un ordre de priorité aux autres demandes du programme et établir un programme naval de production commun.

DECLASSIFIE
LE 1er MARS 1984

METRIC - TOP SECRET.

- (ii) justifier les raisons qui ont fait inclure certains types de matériel naval dans le programme adopté; en restant fidèle à l'esprit dans lequel ce programme a été établi.
 - (b) Dresser et soumettre un plan naval commun pour l'Union Occidentale, en prenant en considération les facteurs communs de l'organisation des convois, de la protection anti-sous-marine et des tâches mutuelles.
- II. Que la Commission Consultative "Air", en liaison étroite avec les représentants du Comité Exécutif d'Armement :
- (a) Rendra compte s'il subsistera des déficits en avions, une fois que le programme aura été exécuté, et dans l'affirmative, précisera leur importance.
 - (b) Etablira, au cas où des déficits subsisteraient, et où une production supplémentaire serait possible, les disponibilités de personnel entraîné, susceptible d'armer et d'entretenir les avions supplémentaires.
- III. Que la Commission Consultative "Terre", en liaison étroite avec les représentants du Comité Exécutif d'Armement, en supposant qu'il y ait une possibilité de production supplémentaire, soumettra des demandes classées par ordre de priorité en réalisant bien que de telles demandes n'auront qu'une chance très réduite d'être satisfaites et qu'elles devront, en tout cas, n'intéresser que des matériels bien précisés en quantités limitées.
- IV. D'adopter, en principe, les évaluations de production figurant dans STC(49) 37, en tenant compte des réductions françaises données en annexe à ce procès-verbal et sous réserve de modifications possibles, résultant des mesures prescrites dans les conclusions I à III ci-dessus.
- V. De soumettre ce document aux Chefs d'Etat-Major de l'Union Occidentale et au Comité d'Armement avec une note d'introduction rédigée à la lumière de la discussion précédente et exposant les mesures prises.

METRIC - TOP SECRET.

METRIC - TOP SECRET.DECLASSIFIE
U.E.O 1er MARS 1984A N N E X EREDUCTIONS PROPOSEES PAR LA DELEGATION
FRANCAISE POUR SON PROGRAMME D'INTERENTI. TERRE.

- Poste 11 à supprimer
- Poste 13 à supprimer
- Postes 24-25-27-29
30-36-39-42-et 43 { à réduire pour les porter
au total de 6 millions
de dollars.
- Postes 46 et
47 { à réduire à 10 millions
de dollars.
- Poste 62 à supprimer.
- Postes 68 et
69 { à réduire à 12 millions
de dollars.
- Poste 74 { à réduire à 5 millions
de dollars.
- Poste 75 à supprimer.

II. AIR.

- Poste 2 { à réduire à 13.5 millions
de dollars.
- Poste 4 { à réduire à 4 millions
de dollars.

METRIC - TOP SECRET.